

## **Palestine, l'horreur au quotidien**

### **Notre silence les tue!**

Israël avance tel un rouleau compresseur: il ne s'arrête pas; il accélère.

Le quartier musulman de la vieille ville de Jérusalem est envahi de drapeaux israéliens au premier étage des maisons toujours plus nombreuses à être colonisées.

La police et l'armée israéliennes, auxquelles s'ajoutent maintenant des milices à pied ou à moto en gilet pare balle, sont omniprésentes tout au long du trajet, pourtant musulman, de la porte de Damas au mur des lamentations. Les colons israéliens, tous plus ridicules les uns que les autres dans leurs accoutrements invraisemblables, y déambulent sans vergogne, pistolets à la ceinture pour certains; dès qu'un jeune homme palestinien, en tee-shirt et petit sac au dos, traverse le quartier, un soldat lui fait discrètement signe de venir s'appuyer face au mur mains en l'air; et la fouille au corps commence au vu de tous, avec torsion du bras droit dans le dos, puis du bras gauche, vidage du sac, enregistrement de la carte d'identité: c'est continuel. La plupart repartent sans être inquiétés; parfois, encadrés par cinq ou six militaires, ils sont fermement emmenés au milieu des badauds vers une jeep garée un peu plus haut et disparaissent...Ce soir là, trois femmes palestiniennes qui pourraient être les mères de ces jeunes kidnappés suivent les militaires de loin et observent, le regard dur: "C'est une honte, ça n'arrête pas, ils n'ont rien fait, on ne peut rien, c'est tous les jours comme ça".

'Achara, 'achara!, 10 shekels! le prix du kilo de fruits qui proviennent en majeure partie d'Israël.

La vie continue à Jérusalem-Est. Les marchés sont envahis de produits israéliens; les fruits et légumes provenant des territoires occupés voisins ne passent pas les check-points.

Jérusalem, Jérusalem-Est n'a toujours pas de statut défini; ses habitants palestiniens, 450 000 personnes, sont des résidents temporaires au milieu desquels vivent illégalement 195 000 colons, en perpétuelle augmentation. Si tu laisses ta maison plus de trois ans inoccupée, alors la loi israélienne autorise sa confiscation. Sans compter les intermédiaires palestiniens collaborateurs qui traficotent dans la vente des maisons...

Si les fruits et légumes ne passent pas, les palestiniens des territoires occupés comme on appelle précieusement la Cisjordanie d'à côté, et encore moins les palestiniens de Gaza, ne passent pas non plus. Ils leur faut un permis, délivré par l'autorité israélienne, pour se rendre à Jérusalem. Une fois l'an et encore, pas pour tout le monde. Certains n'y sont jamais allés.

Maram, une jeune femme palestinienne de 24 ans, enceinte et mère de deux enfants, en avait obtenu un de ces laissez-passer, pour la première fois de sa vie. Le mercredi 27 avril, venant de son village de Beit Surik voisin, elle s'est avancée au check-point de Qalandiya en empruntant innocemment l'accès réservé aux voitures; elle ne comprenait pas l'hébreu, langue dans laquelle les soldats lui ordonnaient de loin de rebrousser chemin. Les soldats l'ont assassinée. Son frère Ibrahim, 16 ans, qui l'accompagnait et qui a tenté de lui porter secours a été abattu lui aussi.

Nous sommes passés au check-point une heure plus tard, en revenant de Ramallah. Deux reporters de télévision étaient présents. C'était bourré de jeeps et de militaires. Obligés de changer de bus, nous avons demandé à des palestiniens présents sur les lieux ce qu'il se passait. "Deux palestiniens ont été tués; l'un tentait de passer le check-point alors qu'il n'avait pas d'autorisation (par le mauvais accès); l'autre a tenté de l'aider".

Les voitures continuent d'avancer au pas, les passagers présentent leurs papiers aux soldats surarmés; comme d'habitude à Qalandiya, un long fleuve tranquille...

De retour à Jérusalem, les infos sur internet précisent: La police israélienne a indiqué que "Les policiers israéliens ont tué mercredi matin deux Palestiniens qui s'approchaient d'eux armés de couteau et ont refusé de s'arrêter malgré des injonctions répétées au point de passage de Qalandiya entre Jérusalem et la Cisjordanie occupée".

L'agence palestinienne MA'AN News corrigera le lendemain: "Ramallah - Rapport Ma'an - Les soldats israéliens n'ont laissé aucune chance à la jeune Maram et son frère Ibrahim de rebrousser chemin par méconnaissance des mesures imposées sur le check-point de Qalandiya séparant Ramallah de Jérusalem, et les ont exécutés de sang-froid sous prétexte qu'ils essayaient de commettre une agression au couteau.[...]

Ahmed Taha, un jeune Jérusalémite, qui a vu ce qui se passait, raconte : *les soldats se sont avancés à hauteur des deux personnes et ils les ont exécutées... Les soldats pouvaient leur ordonner de changer de chemin sans leur tirer dessus, vue la distance qui les séparent d'eux.* Taha a déclaré que les soldats ont glissé discrètement deux couteaux à côté des deux victimes. [...]"

Quinze jours plus tôt, le jeudi 12 avril, un ami palestinien de Beit Ummar, avec qui nous avons organisé une partie du séjour pour notre groupe de français qui découvrent la Palestine pour la première fois, me téléphone: "Nous avons prévu une visite au camp de réfugiés d'Al Aroub avec ton groupe la semaine prochaine; un homme d'une cinquantaine d'années vient de se faire descendre par un soldat israélien à l'entrée du camp! Ce serait bien que vous puissiez venir aux funérailles, par solidarité. Je te préviens dès que l'armée aura rendu le corps".

Nous ne pourrions nous rendre aux funérailles, l'armée ayant bouclé le camp. Nous rendrons visite à la famille trois jours plus tard.

Ibrahim Baradiya, 54 ans, vivait seul avec sa sœur dans une maison misérable du camp de réfugiés (12000 personnes sur un quart de km<sup>2</sup>!). Il avait une toute petite boutique d'alimentation dans sa maison; elle ne donnait même pas sur la rue. Sa sœur était malade, Ibrahim s'en occupait; mais sa mort a accentué ses perturbations mentales; elle est à l'hôpital.

Ce jour là, ses amis n'ont pas évoqué les circonstances du meurtre. Ils nous ont simplement dit qu'une femme était présente lors de l'assassinat, mais elle est partie apeurée. Ibrahim aurait eu à la main une pioche...

Je suis retourné dans le camp, ayant proposé de faire une vidéo pour témoigner des conditions de vie. Il m'a alors été dit que les circonstances restent floues; les militaires sont perpétuellement présents aux trois entrées du camp; un mirador (une tour en béton) surveille deux des entrées, une barrière métallique tournante contrôle la troisième. La veille, Ibrahim serait rentré par l'entrée obstruée par des blocs et uniquement accessible aux piétons. Il aurait été battu par un soldat. Le lendemain s'approchant de ce même soldat à nouveau présent, celui-ci lui a tiré dessus.

MA'AN News a également rapporté ces faits avec beaucoup moins de détails. Sinon, absolument rien dans la presse internationale. Quatre personnes du camp d'Al Aroub ont été assassinés depuis début octobre, dont deux jeunes de moins de vingt ans; les trois précédents à l'occasion de raids de l'armée israélienne à l'intérieur du camp. 64 enfants du camp sont passés par les prisons israéliennes.

Dix neuf camps de réfugiés comme celui-ci existent en Cisjordanie. La densité de la population ainsi que le chômage atteignent des taux vertigineux. L'Unrwa, organisme de l'Onu qui gère les camps de réfugiés palestiniens voit ses crédits réduits à peau de chagrin et ne dispense plus de nourriture comme autrefois. Aux familles les plus déshéritées (vraiment dans le dénuement le plus complet), l'Unrwa versent 130\$ par mois. Pour les plus chanceux, elle réussit à procurer un petit travail (type surveillant, employé d'accueil, formation), pour trois mois par an avec un salaire de 420\$ mensuel. Les maisons dont les fondations avaient été prévues dans les années 50 pour un rez de chaussée uniquement, s'élèvent aujourd'hui sur 3 ou 4 étages (il est interdit de construire à l'extérieur du camp). A Al Aroub, située dans une vallée, les inondations sont fréquentes et les habitants craignent les éboulements; quatre écoles tenues par l'Unrwa mènent aux baccalauréat.

A Al Khalil (Hébron), avec l'ensemble du groupe, nous visitons la vieille ville.

Cinq à six cents colons israéliens y vivent protégés par deux mille soldats.

De quoi ont-ils peur ces colons? Ils font régner la terreur. (Voir [Une chienne de garde de l'apartheid à Al Khalil](#))

En 1994, la ville a été partagée en deux zones, dites H1 et H2, après qu'un médecin fou, un certain Baruch Goldstein, a assassiné 29 palestiniens à l'intérieur de la Mosquée d'Abraham. La mosquée a alors été partagée en deux pour en donner la moitié aux colons qui y ont aménagé une synagogue! Le périmètre de la synagogue est interdit d'accès aux palestiniens. La vieille ville a également été partagée; une partie est partiellement interdite aux Palestiniens, mais de façon peu claire: elle est contrôlée par des check-points par lesquels doivent passer les palestiniens qui se rendent dans des zones autorisées de cet imbroglio: notamment les enfants qui vont le matin dans leur école palestinienne encore située dans cette partie et en reviennent le soir.

Des observateurs de l'Onu (TIPH), ainsi que d'autres organisations humanitaires surveillent ces passages d'enfants au check-point, afin de prévenir des abus de la soldatesque israélienne ou des éventuelles exactions commises par les colons!!!

De multiples ruelles du souk menant à l'artère principale, Shuadat Street, ont été murées. Tous les commerces palestiniens de ce quartier ont été fermés.

Ce jour là, nous arpentons la fameuse Shuadat Steet, en compagnie de l'ancien préfet maritime de Loire Atlantique qui fait partie d'une de ces organisations humanitaires de protection des enfants et qui est là pour trois mois.

Une rue d'un kilomètre, complètement désertique, poussiéreuse, les anciennes échoppes palestiniennes fermées par des barres et cadenas soudés... Seuls des commandos de l'armée, bardés de kalachnikovs, nous croisent. De rares voitures israéliennes foncent à toute allure. Des colons occupent quelques maisons, l'armée y a également installé une base militaire. Nous atteignons la limite au delà de laquelle les Palestiniens venant dans l'autre sens n'ont pas le droit de passer. Les quelques Palestiniens qui habitent encore certaines maisons de cette rue sur 200m, ont le droit d'y venir uniquement à pied après être passé par un check-point. Ils ne peuvent emprunter, même à pied, la portion de rue que nous venons de prendre pour rejoindre la Mosquée ou le centre du souk par exemple (10 minutes). Il devront monter un escalier les menant à un sentier dans la colline juste au dessus et faire un grand détour pour retrouver un autre check-point qui leur permettra après une demie heure de marche d'atteindre la Mosquée ou le centre du souk.

Vous ne comprenez sans doute pas ma description topographique. Normal! C'est tellement infernal, incompréhensible, inimaginable tant qu'on ne l'a pas vu de ses propres yeux.

Nous retournerons sur ces lieux deux jours plus tard pour rendre visite à Nisreen Azzeh, la veuve d'Ashem.

Elle habite sur cette fameuse colline mentionnée ci-dessus mais dans une partie accaparée par les colons et hermétiquement gardée! (Indicible et toujours chapeau! pour s'y retrouver).

Nous sommes accompagnés par le fils de onze ans de notre ami palestinien qui nous héberge.

Nous sommes obligés de prendre la rue Shuadat puisqu'un check-point plus proche de la maison de Nisreen ne nous avait pas autorisé à passer le matin (??); arrivés à hauteur des maisons squattées par les colons, une jeep de l'armée nous arrête, les colons sortent de chez eux, le soldat de la jeep, après insistance d'une colon folle furieuse, nous demande de rebrousser chemin à cause de notre petit ami palestinien qui n'a pas le droit d'être là. Une des membres de notre groupe, une femme de cinquante ans, se fait gifler par la colon, Anath Cohen, coutumière du fait. (Voir les détails des faits [Une chienne de garde de l'apartheid à Al Khalil](#))

Le Consul français de Jérusalem, rencontré à notre demande quelques jours plus tard, nous conseillera de porter plainte auprès du commissariat d'Hébron; quant à lui, il ne peut que "poser la question à Paris", nous dit-il, pour éventuellement donner une suite au fait que l'armée ou la police israélienne n'a pas protégé une ressortissante française face à l'agression d'une israélienne.

Il est à noter également que ce jour là, le même Consul évoquera "l'incident" de Qalandia, pour parler du meurtre de Maram et d'Ibrahim.

L'officier de police du commissariat d'Hébron ne m'a pas autorisé à porter plainte, même en tant que responsable du groupe; simplement être témoin. Seule, la victime peut le faire. Compte tenu des conséquences possible d'interdiction de séjour futur, elle n'a pas souhaité poursuivre.

J'ai aussi dans ma tête les images de cette jeep de l'armée israélienne plantée en travers de la route menant à Kafr Kaddum (dans le nord, près de Naplouse) et dont les soldats sont en train de déployer une herse; elle est destinée à empêcher les voitures d'atteindre ce petit village qui organise chaque vendredi une manifestation pacifique contre la fermeture de leur route qui les conduisait à Naplouse en un quart d'heure mais qui a le malheur de passer près de la colonie illégale Qadumim (Ils volent même le nom!).

Mais aussi, ce mur qui entoure complètement la grande ville de Qalqiliya, devenue prison, (Mustapha Barghouthi la compare au ghetto de Varsovie); avec ces portes-barrières et ces passages étroits délimités par des grillages ou barres de fer par lesquels doivent passer les travailleurs palestiniens tous les matins, dès 4h, en faisant la queue comme des bêtes menées à l'abattoir. Ils sont obligés de passer par là pour aller travailler en Israël, pour ceux qui ont un permis.

Ou cette autre porte de Qalqiliya, ouverte à peine une heure par jour par laquelle passent les paysans pour travailler leurs terres situées entre la ligne verte et le mur. Et tout près de ces terres, cette route pimpante qui longe le mur; elle mène aux colonies voisines illégales et les Palestiniens n'ont pas le droit de l'emprunter.

Mais aussi Tulkarem, autre grande ville, dont la zone industrielle israélienne, principalement de produits chimiques, jouxte le mur et que les patrons israéliens arrêtent quelques jours par an, quand le vent souffle vers l'Ouest, pour ne pas indisposer les israéliens. Les cultures et maisons palestiniennes, situé à l'est de l'autre côté du mur, ne font pas l'objet de tels égards.

Mais aussi à Um Al Kher, petit village bédouin, en lisière de la colonie illégale Karmel, dans les collines du sud d'Hébron, cette femme qui pleure dès notre arrivée et hurle qu'elle en a ras le bol des appareils photos et de ces internationaux qui viennent et repartent. Il y a un mois les bulldozers israéliens sont à nouveau venu écraser trois maisons. Ces maisons sont toujours là par terre non reconstruites: "Personne ne nous aide; mais que faites-vous? A quoi elles servent vos photos? Toutes les nuits, les colons d'à côté s'amuse à me jeter des pierres sur le toit en tôle de ma maison! Une fois l'armée a même enlevé nos toilettes extérieures sous prétexte qu'elles étaient en zone C!" Pendant ce temps là, Karmel continue de s'étendre au milieu d'arbres venus d'ailleurs, incongrus dans ce paysage, et de piscines privées. Juste à côté, sous des toits blancs rutilants, des immenses étables abritent des milliers de têtes de bovins: colonies agricoles.

Mais aussi, cette petite fille de 12 ans, du village d'Halhoul, qui voulait rejoindre sa mère dans les champs en traversant par erreur les terres d'un colon et qui a été accusée d'agresser au couteau ce colon: deux mois de prison en Israël dans un centre pour mineurs, garçons et filles, mais inclus dans une prison au milieu de femmes détenues pour tout un tas de raisons, dont "des droits communs". Marquée à vie.

B'tselem, le centre d'information israélien pour les droits de l'homme dans les territoires occupés, a fait ses choux gras de cette affaire en montant en épingle une espèce de love story, alors que la petite fille à sa sortie de prison avait déclaré être triste d'être la seule à être libérée alors que beaucoup de ses jeunes codétenus sont encore sous les verrous. Les trois représentants de B'tselem, présents par hasard lors de la visite de notre groupe à la famille, ont reconnu l'erreur et demanderont à la journaliste d'apporter un rectificatif à l'article concerné dont elle est l'auteur.

Mais aussi, cette route qui relie sur 4kms le petit village d'Al Jaba à la grosse ville de Surif: coupée par des blocs de béton, au carrefour où elle croise celle allant de la colonie illégale de Gush Etzion au check-point entrant en Israël. Les habitants de Al Jaba doivent descendre de voiture au croisement, traverser la route coloniale puis marcher cents mètres dans la poussière et attendre de l'autre côté un éventuel taxi ou minibus qui les conduira à Surif pour faire les courses ou au collège pour les étudiants. Même chose au retour. Nous sommes restés 10 minutes à observer la situation, sur la route coloniale. Immédiatement trois militaires venus à pied à travers la campagne nous intimement l'ordre de repasser de l'autre coté des trois malheureux blocs. Discussions, téléphone, nous repassons de l'autre côté des blocs, puis vite arrêtés à nouveau; ce sera une jeep de l'armée puis un véhicule de la police qui viendront sur les lieux; la police nous demandera nos passeports, les enregistrera "au cas où quelque chose surviendrait ici dans la journée"????!!

Mais aussi Abu Sakr, dans le nord de la Vallée du Jourdain, dans son campement de fortune qui persiste à rester sur sa terre après les démolitions subies en novembre dernier, survenant après six autres depuis 2001. Les restes du carnage sont encore bien visibles. Il continue à cultiver avec amour sa terre et nous fait l'honneur de la visite de son lopin planté d'arbres fruitiers arrosés avec de l'eau achetée à prix d'or à la société israélienne monopolistique Mékorot et amenée par une citerne tirée par son tracteur. Il ne lui reste plus qu'une soixantaine de moutons sur les 700 qu'il avait autrefois. Beaucoup sont morts mais nombreux sont ceux qui ont été empoisonnés par les colons d'alentours qui convoitent sa terre et font tout pour l'en chasser. La démolition de novembre est portée devant les tribunaux militaires israéliens. Une enquête est en cours pour laquelle il doit fournir un maximum de documents. Le jugement devrait avoir lieu fin mai-début juin. "Je ne partirai pas, dit-il; s'il le faut je creuserai dans le sol pour abriter ma famille." Ce qu'il s'apprêtait à faire en novembre dernier, lorsque les soldats israéliens un soir sont venus lui arracher la bâche en plastique sous laquelle sa famille s'abritait pour se protéger de la pluie dans froid glacial après que ces même soldats ont démoli tout son campement, sauf les panneaux solaires donnés par une Ong internationale; sans commentaire...

C'est sans fin...et je ne parle pas du vol de l'eau, des coupures d'électricité volontaires, du déplacement de populations, des plasticages de maisons, des transports en commun séparés, de la présence provocatrice des colons sur l'esplanade des mosquées, de l'interdiction des hommes musulmans de moins de cinquante ans de se rendre à la Mosquée Al Aqsa le vendredi pour la prière, des gaz lacrymogènes et balles réelles tirés contre des manifestants pacifiques aux mains nues, des check-points volants et de bien d'autres barbaries exécutées sans raisons apparentes, si ce n'est celle d'user l'autre, de le faire mourir à petit feu. Interminable...

Tout ceci peut paraître inventé, exagéré tellement c'est incroyable. L'apartheid est sous nos yeux, l'épuration ethnique en marche, pratiqués par un état qui se dit démocratique mais qui utilise les mêmes méthodes qu'un autre état dit nazi, réprouvé haut et fort par la communauté internationale. Trois des nôtres, dans ce petit groupe de neuf personnes, étaient là pour se rendre compte; ils n'étaient pas particulièrement au fait de la situation avant de partir, n'appartiennent pas à une association de soutien à la Palestine; ils avaient simplement été touchés par une exposition et la projection d'un film organisés lors d'une Semaine pour la Palestine, en janvier dernier. Ils ont semblé abasourdis.

Bien sûr, les médias occidentaux ne mentionnent jamais ou que très rarement cette horreur vécue quotidiennement par la majeure partie du peuple palestinien de Palestine (Cisjordanie+Gaza). Une minorité de Palestiniens ferment les yeux, collaborent avec Israël, et profitent du système. De plus en plus de voix palestiniennes s'élèvent pour demander l'arrêt de la collaboration des forces de sécurité palestiniennes avec l'armée israélienne. Souvent entendu: "Si l'armée israélienne entre en zone A, à Ramallah par exemple, les forces de sécurité palestiniennes, pourtant maîtres chez elles, rentrent dans leur caserne et ferment les portes. Elles ne nous protègent pas!" L'Olp, organe suprême palestinien, a demandé la rupture de ces relations à l'Autorité Palestinienne, créée par les accords d'Oslo et gestionnaire de la Palestine depuis 1994, en vain. Mahmoud Abbas est à la fois Président de l'Olp et Président de l'Autorité Palestinienne: "système dictatorial", nous dit un fonctionnaire bien en poste dans le gouvernement palestinien. La classe dirigeante palestinienne, économique et politique, a certes ses propres responsabilités dans cette situation. Mais faisons le ménage chez nous auparavant.

Beaucoup de nos propres élus et dirigeants politiques sont au courant de la situation réelle sur le terrain. Les consuls des pays européens à Jérusalem rédigent des rapports très détaillés sur tout ces faits, tous les ans; ils demeurent lettres mortes. Nos associations ne cessent de les informer, de les mettre en garde. Ils ne font rien. Pourquoi? L'Ocha, organisme de l'Onu pour la coordination des affaires humanitaires, dont l'antenne dite des "Territoires Palestiniens Occupés" est située à Jérusalem-Est, publie de magnifiques rapports et des cartes géographiques faisant état de la Ligne Verte, actualisant le tracé du mur, le vol des terres, la construction de colonies, mentionnant tous les check-points, les murs de terre, les tranchées creusées par les colons pour empêcher les troupeaux palestiniens de paître sur leurs propres terres, et j'en passe.

Israël s'assied sur le droit international; Israël le bafoue avec la complicité des dirigeants du monde entier, à commencer par l'Onu; et Israël demeure impuni. Bien au contraire, les relations bilatérales ne cessent de faire flores.

"L'Onu a failli en 1947", comme l'a dit Majed Bamy, homme politique palestinien jeune et fougueux, devant plus de 300 congressistes grisonnants de l'Association France Palestine Solidarité. "L'Olp a reconnu Israël en 1988; l'Olp a accepté la mort dans l'âme la création d'un état sur 22% de la Palestine historique, lors des accords d'Oslo en 1994. Voyez où nous en sommes aujourd'hui!". Effectivement, l'Onu a donné en 1947 la moitié d'une terre, la moitié d'une région délimitée 30 ans plutôt comme Palestine, à des individus immigrés sionistes qui n'avaient rien à y faire, tout en autorisant ces mêmes individus à expulser une population qui vivait là depuis des lustres: et ça fait 60 ans que ça dure! Et 60 ans que les expulsions continuent, que le tissage des colonies illégales est parfaitement étudié pour créer des poches de population palestinienne (dixit M.Warschawski, rencontré à Jérusalem) qui, à terme, seront séparées les unes des autres, invivables, comme Gaza ou

comme en Afrique du Sud du temps de l'apartheid.

Pierre Stambul, co-président de l'Union Juive Française pour la Paix parle de "crime fondateur" au sujet du partage de la Palestine en 1947. J'emploie depuis longtemps le mot "erreur fondamentale" qu'il faudra bien que la communauté internationale reconnaisse, à commencer par les Israéliens, en effectuant un travail psychologique au très fond d'eux-même et parvenant à créer des commissions de réconciliation comme en Afrique et ailleurs. Les Palestiniens, eux, sont bien en résilience depuis 60 ans et même davantage! Ce n'est sans doute pas demain la veille, mais il n'y a sans doute pas d'autre solution raisonnable que celle de voir vivre ensemble, sur cette terre de Palestine dite historique, tous les habitants actuels, ainsi que les réfugiés extérieurs, ayant chacun les mêmes droits en s'appuyant sur le postulat "un homme=une voix".

Les citoyens ordinaires, le peuple occidental, et certainement une bonne partie du peuple israélien, ne savent pas.

Dans le cas du peuple israélien, peut-être ne tient-il pas à en savoir davantage et accepte toutes les mystifications matérielles et psychologiques parfaitement orchestrées pour qu'il ne voit pas.

Le peuple occidental ne sait pas. S'il savait, il ne resterait pas insensible à une telle ignominie. Et les choses changeraient!

Parlons, racontons, témoignons. Nous ne sommes pas des terroristes, nous disons la vérité, ce que nous avons vu, de nos yeux, sans fioritures, tel que!

C'est la seule voie qui reste: l'opinion publique, le peuple, les citoyens, c'est eux qui feront bouger les choses. Concentrons notre énergie et nos actions vers eux.

Oui, sur la fresque peinte sur ce mur de la honte à Bethléem, montrant un seul enfant d'un côté du mur tenant un cerf-volant au couleur de la Palestine et, de l'autre côté de ce mur, plusieurs enfants tenant chacun un cerf-volant aux couleurs des drapeaux des pays de l'occident – Oui, la phrase inscrite en arabe est terrible:

### **Votre silence nous tue**



Fx Gilles, le 11 mai 2016